



Panel's title (En) : The Reformulation of Law in China, Japan and Korea at the Age of Empires (19th-20th centuries)

Titre du panel (Fr) : Reformulation du droit en Chine, au Japon et en Corée à l'ère des empires (19e – 20e siècles)

Coordinator (Affiliation, University...) : NANTA, Arnaud (CNRS, Institut d'Asie Orientale UMR 5062)

Language : Français & English

Topics : Politics, History, Law

Panel presentation (En) :

The penetration of Western imperialism into East Asia from the Opium Wars was followed by massive reform movements and transformations of societies and the states in this region: the Qing empire in China, Tokugawa Japan, the Chosŏn kingdom in Korea, as well as Vietnam which was progressively conquered by France after 1862. The issue of law was at the center of the movements of intellectuals who supported the idea of a radical reformation of public order and society in two dimensions. First, they aimed to elaborate the constitutional system, in either monarchy or republic (a constitutional monarchy was established in Japan in 1889, and in the Republic in China in 1912), which was viewed as the sole system able to guarantee individual rights and consolidate the rule of law. Secondly, these countries needed to fit in the West-centered world order consisting of nation-states, all acting under the new “international law” order, a concept abundantly discussed since Wheaton’s *Elements of International Law* was translated into Chinese and Japanese around 1860.

This panel encompasses specialists of China, Japan and Korea, based in four different research centers in Europe and the United States. It will discuss how civil law was imposed in these countries from the mid-19th century, with the vision to reform society according to the new conception of nation-states. It will examine how the imperial powers promoted the ideas of international law and the rule of law in order to reinforce the supremacy of the colonial order of the time. This panel will also discuss specific legal issues in the individual colonial context.

Résumé du panel (Fr) :

La pénétration occidentale en Asie orientale, à partir des guerres de l’Opium, fut suivie de grands mouvements de réformes ou de transformations violentes des sociétés et États composant l’aire régionale : empire des Qing en Chine, Japon des Tokugawa, Corée de Chosŏn, ou encore le Viêt Nam conquis progressivement par la France à partir de 1862. La question du droit fut au cœur des préoccupations des mouvements et des intellectuels qui prônèrent une rénovation radicale de l’appareil public et de la société, sous deux dimensions. La première était la mise en place de régimes constitutionnels, monarchiques ou républicains (instauration d’une monarchie constitutionnelle au Japon en 1889, d’une république en Chine en 1912), qui seuls permettraient de consolider le statut des individus au sein de sociétés gouvernées par la Loi. La deuxième était la nécessité d’insérer les pays au sein de la nouvelle société internationale occidentalocentrée, constituée d’États-nations bien délimités opérant au sein du « droit international », concept abondamment discuté depuis la traduction en chinois et en japonais de l’ouvrage de Wheaton *Elements of International Law*, ca. 1860.

Le présent panel est composé de spécialistes de la Chine, du Japon et de la Corée, issus de quatre centres de recherches différents en Europe et aux États-Unis. Il discutera de la façon dont le droit civil s’imposa dans ces trois pays à partir du milieu du 19e siècle, avec pour projet de réformer la société selon les conceptions des nouveaux régimes. Ce panel examinera aussi la façon dont l’idée de « droit international » a pu être utilisée pour affirmer la suprématie des nouveaux « États de droit » au sein de l’ordre colonial d’alors, ainsi que la question du droit en situation coloniale.



Key words : Law ; History ; Modernization ; Colonialism ; China ; Japan ; Korea ; Droit ; Histoire ; Modernisation ; Colonisation ; Chine ; Japon ; Corée

Participants :

1) Name(s) (Affiliation, University...) : BOURGON, Jérôme (CNRS, Institut d'Asie Orientale UMR 5062)

Communication's title : **Civilizing Customs: the colonial fabric of East-Asian customary laws**

Titre de la communication : **Civiliser les mœurs : La fabrique coloniale des « droits coutumiers » en Asie orientale**

Language : Français

Panel presentation (En) :

L'introduction du droit civil occidental fut une véritable révolution pour les droits de l'Asie orientale. Le mariage, les relations familiales, la propriété, etc., n'avaient jamais fait l'objet d'un droit séparé, mais formaient une partie spéciale dans les codes chinois qui étaient la base commune des droits coréen, japonais et vietnamien. L'irruption de règles radicalement nouvelles dans la sphère privée risquant de provoquer des résistances, une stratégie consistant à collecter des pratiques populaires susceptibles d'être combinées avec le code civil fut adoptée. Elle était inspirée de théories occidentales selon lesquelles le droit n'est qu'une mise en forme de normes préexistant dans la société. Cette conception inspira tout d'abord les réformateurs japonais de l'ère Meiji, qui lancèrent de grandes campagnes de collectes des « coutumes » dans leur pays, puis dans leurs colonies (Taiwan, Corée). Les réformateurs chinois de la Nouvelle politique (*Xinzheng*), reprirent ce modèle colonial pour l'appliquer à leur propre territoire. Il en résulta, dans ces trois pays, d'impressionnantes collections de « coutumes », qui constituent un intéressant stock documentaire, tant sur les sociétés locales que sur la vision qu'en avaient les réformateurs et leurs agents.

Résumé du panel (Fr) :

The introduction of Western civil law amounted to a revolution for East-Asian legal systems. Marriage, family relationships, property, etc. had never been regulated separately, as they formed a special part in the Chinese codes that was the common basis of Korean, Japanese, Vietnamese laws. As the irruption of rules radically new in the private sphere of rules of a radical risked to arouse resistances, a strategy was adopted, which consisted in the collection of popular practices that were combinable with codified civil Law. This strategy was inspired by Western theories according to which Law was but a formalization of preexisting norms —or “customs”— in society. This conception first inspired Meiji Japan reformers, who launched campaigns for writing customs charters first in their country, and then in their colonies (Taiwan, Korea). Chinese reformers of the New Policy (*Xinzheng*) resumed this model on their own country. All this resulted in impressive surveys of “customs” in the three countries, which make for an interesting documentation on local societies as much as on the vision that the reformers had of them.

Key words : East Asia ; Colonisation ; Law ; Customs ; Asie Orientale ; Colonisation ; Droit ; Coutumes



2) Name(s) (Affiliation, University...) : GUEX, Samuel (Université de Genève)

Communication's title : The Japanization of Names in Korea under Japanese Rule: between Assimilation and Differentiation

***Titre de la communication* : La colonisation japonaise et les changements de noms : entre volonté d'assimilation et de différenciation**

Language : Français

Panel presentation (En) :

The campaign aiming at pressuring Koreans to adopt Japanese names (*sōshi kaimei*) was an essential part of the “imperialization” movement (*kōminka*) that Japan carried out in Korea – and in Taiwan – in order to transform these colonized people into loyal subjects of the emperor. Some aspects of this campaign are still controversial. The issue of coercion, denied by some Japanese political leaders, or the very nature of this measure and its objectives are subject to different interpretations in Japan and in South Korea. Was it a mere household registry reform enforced out of necessity to bring Korean legislation in line with the Japanese family system and, as such, the expression of Japan’s assimilation policy, often deemed a “specificity” of Japanese colonialism? Or was it part of a scheme designed to annihilate Korea’s identity (*minjoksōng*) as maintained by South Korean history textbooks? This paper will address these questions and will try to show, for instance through comparisons with Taiwan and Okinawa, how this campaign mostly reflected the ambivalence of Japan’s assimilation policy, which actually aimed at integrating Koreans, while at the same time maintaining their alterity.

Résumé du panel (Fr) :

La campagne visant à contraindre les Coréens à adopter des noms japonais (*sōshi kaimei*) représente un élément central du mouvement d’ « impérialisation » (*kōminka*) mis en œuvre par le Japon en Corée – et à Taiwan – dans le but de transformer ces peuples colonisés en loyaux sujets de l’empereur. Plusieurs aspects de cette campagne demeurent controversés. La question de la coercition, niée par certains dirigeants japonais, ou la nature même de cette mesure et de ses objectifs, font l’objet d’interprétations différentes au Japon et en Corée du Sud. S’agissait-il d’une simple réforme de l’état civil dictée par la nécessité d’adapter la législation coréenne au système familial japonais et, à ce titre, de l’expression de la politique d’assimilation du Japon, souvent considérée comme une « spécificité » du colonialisme japonais ? Ou faut-il y voir, comme l’affirment les manuels d’histoire sud-coréens, une manœuvre visant à anéantir l’identité coréenne (*minjoksōng*). Tout en apportant des éléments de réponse à ces questions, ce papier tentera de montrer, notamment par le biais de comparaisons avec Taiwan et Okinawa, que cette campagne illustre surtout l’ambivalence de la politique d’assimilation japonaise, qui visait en réalité à intégrer les Coréens tout en conservant leur altérité.

Key words : Korea ; Japan ; Colonialism ; Assimilation Policies ; Corée ; Japon ; Colonisation ; Politiques d’Assimilation



3) Name(s) (Affiliation) : JALUZOT, Béatrice (Sciences-Po Lyon, Directrice de l'UMR 5062 Institut d'Asie Orientale)

Communication's title : The Introduction of German Law in Meiji Japan

Titre de la communication : L'introduction du droit allemand au Japon durant l'ère Meiji

Language : Français /

Panel presentation (En) :

For a long time, Japanese law was considered, in Japan as well as abroad, as the product of German law. As a matter of fact, many aspects of the Japanese legal system, such as its legal framework, legal education, legal developments have been heavily influenced by German law, from the years 1890s' until the Second World War. The relatively delayed introduction of the German model should be pointed out, as it occurred at least 20 years later than the French and British one, only from the end of the 1890s'. The German model was first chosen by policy makers to forge the Japanese Meiji Constitution. It needed a second step to become a major inspiration for private law, and it was almost unknown when the Civil code was drafted in 1894-1895. This communication aims at presenting how German law became the most influent legal system in Japan and why it attracted Japanese scholars to such an extent that it overshadowed other legal influences, such as French and British law. Beyond the political choice made by their leaders, attracted by the growth of this new country such as Germany then, legal scholars of the Meiji area did an informed choice, for a more modern and sophisticated legal system than its predecessors, the French and British models.

Résumé du panel (Fr):

Longtemps le droit japonais a été présenté, tant au Japon qu'à l'étranger, comme un droit sous l'emprise du modèle allemand. Il est vrai que de nombreux aspects du système juridique nippon, sa construction législative, la formation des juristes, les développements juridiques subséquents en ont été fortement marqués à partir des années 1890 jusqu'à la seconde guerre mondiale. Or l'introduction du modèle allemand est intervenue relativement tardivement, plus de 20 ans après l'introduction dans le monde intellectuel japonais des droits français et anglais, découverts à la fin des Tokugawa. Initialement le droit allemand est choisi par les responsables politiques japonais comme inspirateur principal de leur modèle constitutionnel. Dans un second temps seulement, il devient un modèle majeur pour le droit privé, il est d'ailleurs à peine connu lors de la rédaction du code civil en 1894-1895. L'objectif de cette communication est de présenter pourquoi le droit allemand a-t-il attiré les juristes japonais au point de reléguer dans l'ombre les



deux autres influences majeures déjà présentes, les droits français et anglais. Au delà du choix stratégique de leurs dirigeants politiques, attirés par l'expansion de la jeune Allemagne, les universitaires de l'ère Meiji, ont opéré un choix qualitatif, pour un modèle plus novateur et plus sophistiqué que ceux déjà connus.

Key words : Japan ; Civil Law ; Meiji ; Germany ; Japon ; Code Civil ; Meiji ; Allemagne

4) Name(s) (Affiliation, University...) : JOO, Hyun-ho (Yonsei University, South Korea)

Communication's title : Under the Censoring Gaze: Dong-A Ilbo's Representation of Sun Yat-sen in the 1920s

Language : English :

Panel presentation (En) :

When Korea was colonized by Japan in 1910, the Japanese colonial government in Korea was keenly aware of the potential danger of Korean print media as powerful conduits for producing and disseminating anti-Japanese sentiments, so it developed modes of systematic and institutionalized censorship to control public opinion of Korean people. Under the watchful eyes of government censorship, sensitive discussions about Korean nationalism, independence, or struggle against Japan were not permitted. My presentation examines the ways in which Dong-A Ilbo (Dong-A Daily), a leading Korean newspaper, delivered to its readers anti-Japanese political messages while trying not to infuriate Japanese authorities and, accordingly, could gain a reputation as a firm advocate of Korean nationalism and independence movements under the harshly adverse climate. I argue that Dong-A Ilbo actively consumed Sun Yat-sen's image as a symbol of Chinese revolution and anti-colonial nationalism as an indirect, but effective, way of promoting Korean nationalism without greatly enraging Japanese authorities, who also had a positive view of Sun Yat-sen as a pro-Japanese politician who asserted the necessity of China's coalition with Japan to fend off Western imperialism in the East Asian region.

Key words : Korea ; Colonialism ; Media ; Censorship

5) Name(s) (Affiliation, University...) : **KIM, Marie Seong-Hak (St Cloud State University & Freiburg Institute for Advanced Studies)**

Communication's title : **The Long Arm of the Colonial Law: Japanese Influence in South Korean Law and Jurisprudence**

Titre de la communication : **Le Droit colonial japonais en Corée du Sud**

Language : English :



Panel presentation (En) :

Conventional historiography has portrayed colonial law as an instrument of imperial domination coercively imposed on the native population. While valid, this view would have inherent limits if it stopped at merely stressing the destructive effects of colonial law without consideration of its postcolonial effects. Law, a key apparatus for the construction of the state, features one of the most durable effects of colonialism. The fact there was relatively little effort in newly independent societies to undo the legal institutions bequeathed from colonial rule attests to the importance of colonial legacy. This talk discusses the influence of Japanese colonial law in postcolonial South Korea. Japanese law was not only an archetype for modern Korean law but also has served as a ready reference for jurisprudence. Korean courts have continued to rely on colonial precedents and legal reasoning. Colonial encounter between Japan and Korea was unique because both countries belonged to the same cultural and legal sphere. The colonial laws and legal system imposed on Korea were what Japan had adopted only a few decades earlier from Europe. The intense process of *Japanisierung* facilitated Western law's dissemination in East Asia. I will focus on how Korean legislators and jurists negotiated with the demands of national law and the colonial legacy.

Résumé du panel (Fr) :

L'historiographie a traditionnellement interprété le droit colonial comme un instrument de domination impériale imposé de façon coercitive à la population locale. Cette analyse, qui est valide, montre aussi quelque limite en ne soulignant que les effets destructeurs de la loi coloniale sans considérer ses effets post-coloniaux. La loi est l'une des pierres angulaires de la construction de l'État et elle constitue à ce titre l'un des effets les plus durables de la colonisation. L'importance de ce legs est attesté par le fait que les nouvelles sociétés indépendantes démontèrent bien peu les institutions juridiques du temps colonial. Cette présentation discutera de l'influence du droit colonial japonais sur la Corée post-coloniale. Non seulement ce droit se constitua en archétype du droit sud-coréen, mais il était aussi une référence immédiatement mobilisable. Les tribunaux continuèrent à s'appuyer sur les précédents et raisonnements légaux du temps colonial. La rencontre coloniale entre le Japon et la Corée est unique en ce que les deux pays relevaient de la même aire culturelle. En outre, le droit colonial et les institutions juridiques imposés en Corée correspondaient à des éléments que le Japon s'était appliqués quelques décennies auparavant : un intense processus de *Japanisierung* facilita la dissémination du droit occidental en Asie orientale. In fine, les législateurs et juristes coréens durent négocier entre exigence d'un droit national et legs colonial.

Key words : Korea ; Colonialism ; Law ; Legacy ; Corée ; Colonisation ; Loi ; Legs

6) Name(s) (Affiliation, University...) : KONUMA, Isabelle (INALCO, Centre d'études Japonaises, Paris)

Communication's title : From *Shinritsu kōryō* (1870) to the Criminal Code (1907): the Reproduction Issues

***Titre de la communication* : Du *Shinritsu kōryō* (1870) au Code pénal (1907) : les enjeux de la reproduction**

Language : Français



Panel presentation (En) :

The history of criminal law since the Meiji era has been resorting to a linear description, which has come from a criminal text (*Shinritsu kōryō*) written under the strong influence of the Ming and Qing code, shortly replaced by the 1880 criminal code written with Gustave Boissonade's help, to the final version of the criminal code (1907) that we still know today, mainly influenced by German law.

However, even though this description draws the main lines of the evolution of criminal law in Japan, it results in overshadowing the protests to the waves of repeated westernization. We will particularly focus on the penalization of abortion (*datai zai*), which is at the junction of multiple considerations at a national and an international level (the strengthening of the Confucian moral values, the assertion of the so-called *ie* family, the integration of Christian values, the formation of doctors "in a Western way", the steady increase of natalism). The structural transformation of criminal law will be our line of thought.

Résumé du panel (Fr) :

L'histoire du droit pénal depuis l'ère Meiji recourt à une description linéaire, partant d'un texte pénal (*Shinritsu kōryō*) élaboré sous la forte influence du code des Ming et des Qing, rapidement remplacé par le Code pénal de 1880 rédigé à l'aide de Gustave Boissonade, pour aboutir à la version du Code pénal (1907) que nous connaissons encore aujourd'hui, avec une influence prédominante du droit allemand.

Or, cette description, qui a certes le mérite de tracer dans ses grandes lignes l'évolution du droit pénal au Japon, a pour conséquence d'occulter les points de résistance face aux vagues d'occidentalisation à répétition. Nous traiterons particulièrement la pénalisation de l'avortement (*datai zai*) qui constitue un point de jonction entre de multiples considérations tout aussi déterminantes sur le plan national que sur le plan international (renforcement des valeurs morales confucéennes, affirmation de la sphère familiale dite *ie*, intégration des valeurs chrétiennes, formation des médecins « à l'occidentale », montée progressive du natalisme). La transformation structurelle du droit pénal sera notre piste de réflexion.

Key words : Japan ; France ; Criminal Law ; Abortion ; Japon ; France ; Code pénal ; Avortement

7) Name(s) (Affiliation, University...) : NANTA, Arnaud (CNRS, Institut d'Asie Orientale UMR 5062)

Communication's title : The Controversy surrounding the legality of 1904-1910 protectorate and annexation treaties between Japan and Korea

Titre de la communication : Le débat sur la légalité des traités de protectorat et d'annexion de la Corée de 1904-1910

Language : Français

Panel presentation (En) :

This talk will focus on one of the main factor of the "memory struggle" between Japan and Korea regarding the history of colonial domination. We will analyze the history and stakes of the controversy about the legality, according to the international law, of the protectorate and annexation treaties exchanged between both countries in 1904-1910, a process which end eventually saw the colonization of the Korean peninsula. These treaties were criticized as soon as



the time of the annexation, then after 1945 within the new context which saw the birth of the U.N. during the negotiations towards the normalization of Japan/South Korea diplomatic relations in 1965. This controversy did appear once again in the 1990's as a political then historiographical issue, and also during the negotiations between Japan and North Korea. This issue of the annexation's legality thus impacts on the relationship between the two Korean States and Japan.

This talk will show how the persistence of this controversy does possess common characters with the colonial situations of other countries, such as the French colonial empire, as well as local sovereignty stakes in North-East Asia, in a context where two Korean States who compete for the same territory.

Résumé du panel (Fr) :

La présente contribution se penchera sur l'un des principaux éléments des controverses mémorielles entre le Japon et la Corée, concernant l'histoire de la domination coloniale. Elle analysera l'histoire et les enjeux du débat sur la légalité au regard du droit international des traités de protectorat puis d'annexion passés entre les autorités japonaises et coréennes entre 1904 et 1910, qui conduisirent à la colonisation de la péninsule. Ces traités furent remis en question dès l'annexion, puis après 1945, dans le nouveau contexte de la création de l'ONU, lors des négociations pour la normalisation des relations diplomatiques entre le Japon et la Corée du Sud en 1965. La controverse réapparut enfin comme question historiographique et politique dans les années 1990, ainsi que lors des négociations entre le Japon et le Nord. La question de la légalité de l'annexion va ainsi jusqu'à peser sur les bonnes relations entre les deux États coréens et le Japon. Cette présentation montrera comment la persistance de ce débat possède des caractères communs avec les autres situations coloniales, tel l'empire colonial français, mais aussi des enjeux locaux de souveraineté en Asie du Nord-Est, notamment entre les deux États coréens, concurrents autour d'un même territoire.

Key words : Korea ; Japan ; Annexation ; International Law ; Corée ; Japon ; Annexion ; Droit International